

# Baromètre de l'action climatique

Disposition des Québécoises et des Québécois  
envers les défis climatiques

2023



Rapport réalisé par le Groupe de recherche  
sur la communication marketing climatique

# Faits saillants



## Forte préoccupation pour le climat en général



**86 %** de la population croient que plus nous tardons à agir contre les changements climatiques, plus les conséquences seront importantes. Une proportion similaire (85 %) considère qu'il y a urgence d'agir au Québec.

## Faible perception d'une menace à l'échelle personnelle



**70 %** des Québécoises et des Québécois affirment avoir subi des effets néfastes liés à la crise climatique au cours des dernières années (+14 points depuis 2021). Pourtant, seulement 21 % considèrent la crise climatique comme une menace élevée à court terme pour eux-mêmes.

## Consensus autour des recommandations scientifiques

**85 %** de la population estiment qu'il faut réduire immédiatement et drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs (recommandation du GIEC).

**65 %** croient que, pour limiter le réchauffement de la planète, il faut abandonner tous les nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) (recommandation de l'Agence internationale de l'énergie).



## Des attentes élevées



Plus de trois personnes sur quatre (77 %) estiment que le Québec a la capacité d'agir contre les changements climatiques, et cette perception a peu varié au cours des cinq dernières années. La population considère que toutes et tous (les gouvernements, les entreprises, les individus, etc.) devraient en faire davantage pour le climat.



## Des progrès depuis cinq ans

Certains gestes favorables au climat se sont enracinés dans le quotidien de la population depuis 2019.

La réduction des déplacements en avion est le geste associé au gain le plus important (63 % des gens le font, +34 points). D'autres gestes ont également connu des bonds importants : diminuer la consommation d'énergie à la maison (75 %, +11 points), minimiser le gaspillage alimentaire (84 %, +9 points), privilégier les produits locaux (62 %, +7 points), recycler (94 %, +5 points) et privilégier des produits réutilisables plutôt que jetables (74 %, +4 points).

## Voiture, viande, compostage : encore des gains à faire

Des comportements très efficaces pour réduire l'empreinte climatique des Québécoises et des Québécois tardent toujours à être adoptés.



Par exemple, 60 % de la population utilisent leur voiture « tous les jours, ou presque » ou « plusieurs fois par semaine ». Seulement 42 % de la population minimisent leur consommation de viande et une faible majorité (56 %) pratiquent le compostage.



## Symptômes évidents de fatigue climatique

Près d'une personne sur trois (31 %) déclare être « fatiguée d'entendre parler des changements climatiques ». De plus, 68 % déclarent ressentir de l'impuissance (+6 points depuis 2021). Enfin, le climato-scepticisme gagne du terrain au Québec.

## Groupe de recherche sur la communication marketing climatique

Basé à l'Université Laval, le groupe réunit des chercheuses, des professionnelles et des professionnels de recherche de multiples disciplines en sciences humaines et sociales. L'objectif du groupe de recherche est de faire avancer les connaissances scientifiques dans le domaine de la communication marketing autour de l'action climatique. Ses objets d'études sont multiples : croyances, attitudes et comportements climatiques de la population, pratiques des professionnel.le.s de la communication marketing climatique, etc.

[portrait.climat@com.ulaval.ca](mailto:portrait.climat@com.ulaval.ca)

## Méthodologie du Baromètre

Les résultats présentés dans ce rapport sont issus d'une enquête par questionnaire en ligne réalisée auprès d'un échantillon de 2000 personnes âgées de 18 ans et plus, vivant au Québec et s'exprimant en français ou en anglais. La collecte de données a été réalisée par la firme Léger du 11 au 24 septembre 2023. Afin d'assurer un échantillon représentatif de la population à l'étude, les résultats ont été pondérés selon la région, le sexe, l'âge, la langue maternelle et le niveau de scolarité. Le questionnaire a été élaboré par le groupe de recherche à partir des plus récents écrits scientifiques en communication climatique, marketing social et psychologie environnementale.

## Note importante pour l'édition de 2023

Le questionnaire du *Baromètre* est un outil qui évolue avec le temps. Bien que certaines questions soient récurrentes d'une année à l'autre, il n'est pas toujours possible de comparer avec rigueur les données de 2023 avec toutes les éditions précédentes du Baromètre, puisque certaines échelles de mesure ou mots importants dans les énoncés ont été modifiés. Dans les présentations visuelles, les résultats de 2023 sont donc comparés systématiquement avec les résultats les plus anciens basés sur des instruments de mesures similaires. Lorsque pertinent, des comparaisons avec des échelles presque similaires ont été rapportées dans le texte, avec les réserves qui s'imposent.

## Rédaction

Valériane Champagne St-Arnaud  
Johnathan Crépeau  
Pénélope Daignault

## Partenaires financiers

Le *Baromètre de l'action climatique* est réalisé de manière indépendante par le Groupe de recherche sur la communication climatique, avec le soutien du Gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030) et de Futur Simple.

Québec 

 Futur Simple

### POUR CITER CE DOCUMENT :

Champagne St-Arnaud, V., Crépeau, J. et Daignault, P. (2023). Baromètre de l'action climatique : Disposition des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques. Groupe de recherche sur la communication marketing climatique, Université Laval.

# Table des matières

## Mise en contexte ..... 6

## Prédisposition à l'action climatique ..... 7

Préoccupations liées à l'environnement.....	8
Attitudes liées aux enjeux climatiques .....	9
Écoémotions et crise climatique.....	12
Écoanxiété .....	13
Niveau de perception d'une menace climatique à court terme .....	14
Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques .....	16

## Connaissances liées à l'action climatique..... 17

Compréhension perçue de quelques concepts liés à l'action climatique .....	18
--	----

## L'action climatique sous l'angle individuel ..... 19

Estimation du niveau d'engagement climatique .....	20
Sentiment d'efficacité personnelle.....	21
Grandes décisions dans la vie personnelle .....	22
Actions ponctuelles dans la vie personnelle .....	24
Actions d'implication citoyenne.....	26

## L'action climatique sous l'angle collectif..... 27

Normes sociales liées à l'action climatique.....	28
Sentiment d'efficacité collective .....	29
Perception de la responsabilité en matière d'action climatique .....	30
Attitudes à l'égard des mesures de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci.....	31
Perception des entreprises et des organisations engagées dans l'action climatique .....	33

## Les mythes de l'action climatique, de 2019 à 2023..... 35



# Mise en contexte

---

Réalisé annuellement depuis 2019, le *Baromètre de l'action climatique* est une vaste étude visant à établir le portrait des croyances, attitudes, et comportements de la population adulte québécoise à l'égard des défis climatiques.

Au cours des cinq dernières années, la population québécoise a connu différents bouleversements et événements marquants (pandémie de Covid-19, tempêtes côtières, hausse du coût du panier d'épicerie, feux de forêts, crise du logement, etc.). Dans ce contexte, la crise climatique a connu une place variable dans l'agenda médiatique.

Pendant la même période, des consensus clairs ont émergé dans le domaine de la science climatique. À l'échelle internationale, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a livré en avril 2022 un rapport phare s'articulant autour de trois constats :

1. Les effets de la crise climatique sont déjà bien présents, affectent de façon inégale les populations sur la planète et s'intensifieront rapidement au cours des prochaines années;
2. Le scénario le plus catastrophique pourrait être évité si l'on mettait en œuvre dès maintenant les différentes solutions identifiées par la communauté scientifique;
3. Ces solutions exigeront des transformations radicales de nos modes de vie.

Au Québec, depuis 2021, le Comité consultatif sur les changements climatiques a rendu public cinq rapports offrant des pistes concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et s'adapter aux effets du réchauffement climatique.

Différents groupes de recherche ont également fourni des feuilles de route pour mettre le Québec sur la voie de la carboneutralité (ex. : Institut de l'énergie Trottier) ou repenser la façon dont nous occupons notre territoire (ex. : Chemins de transition).

Alors que l'année 2023 est en voie d'être la plus chaude que l'humanité ait connue, à quel point les Québécoises et les Québécois rapportent-ils des croyances, des attitudes ou des comportements en adéquation avec ce que commande la science au regard des défis climatiques? La présente édition du Baromètre offre un bilan des observations des cinq dernières années à cet égard.



# Prédisposition à l'action climatique

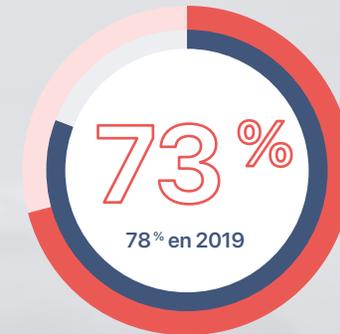


## Préoccupations liées à l'environnement

Une majorité de Québécoises et de Québécois se perçoivent comme des personnes très préoccupées par les problèmes environnementaux (73 %) et accordent de l'importance à l'image qu'elles et ils renvoient aux autres quant à l'impact de leurs choix sur l'environnement et le climat (60 %). Ces chiffres ont connu une importante baisse pendant la pandémie de Covid-19, mais tendent à nouveau vers le haut.

Ces résultats suggèrent que, pour une portion importante de la population, l'environnement fait partie de leur identité. Même si cela ne se traduit pas systématiquement en comportements favorables à la planète, cette forme d'identité prédispose à leur adoption<sup>1</sup>. Par exemple, parmi les Québécoises et les Québécois affirmant être très préoccupés par les problèmes environnementaux, 54 % déclarent minimiser le plus possible l'utilisation du véhicule à essence, contrairement à 35 % des personnes n'affirmant pas être très préoccupées.

**Les personnes âgées de 55 ans et plus et celles détenant un niveau de scolarité universitaire sont les plus susceptibles de se déclarer très préoccupées par les problèmes environnementaux.**



« Je me perçois comme une personne très préoccupée par les problèmes environnementaux en général. »



« Je suis soucieux ou soucieuse de l'image que je projette quant à l'impact de mes choix quotidiens sur l'environnement ou le climat. »

1. Clayton, S. & Czellar, S. (2023). Environmental identity as a motivator of pro-environmental behaviour. Dans B. Gatersleben & N. Murtagh (Éds.), Handbook on Pro-Environmental Behaviour Change (p. 226-238). Edward Elgar Publishing.

## Attitudes liées aux enjeux climatiques

Depuis les cinq dernières années, la population québécoise se déclare de plus en plus préoccupée par la crise climatique. En 2023, 85 % des Québécoises et des Québécois estiment urgent d'agir contre la crise climatique (cette proportion était de 74 % en 2019, à partir d'une échelle de mesure légèrement différente). De plus, une forte majorité (89 %) reconnaît que les conséquences des changements climatiques s'intensifieront si nous tardons à agir.

Une importante proportion de la population (85 %) est également en accord avec la recommandation de la communauté scientifique internationale (par le biais du GIEC) selon laquelle il faut réduire immédiatement et drastiquement les émissions de GES. De plus, la population est favorable (mais en plus faible proportion, soit 65 %) à l'idée d'abandonner tous les nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles, une mesure recommandée par l'Agence internationale de l'énergie<sup>1</sup>. Rappelons que des projets d'exploration pétrolière ont toujours cours au Canada et que des discussions se poursuivent pour ouvrir de nouveaux territoires maritimes à cette fin. Le Québec, quant à lui, a officiellement fermé la porte à l'exploration pétrolière et gazière en 2022.

En matière d'adaptation, de plus en plus de Québécoises et de Québécois croient qu'il faut prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques (+5 points par rapport à 2021) et que les changements climatiques représentent une menace à court terme pour le Québec<sup>2</sup>. Ces augmentations coïncident avec les événements météorologiques extrêmes vécus par des milliers de personnes en 2023 (feux de forêt, tempête de verglas, inondations, etc.). Il est possible que ces événements aient contribué à une prise de conscience accrue qu'il existe des populations plus susceptibles que d'autres de subir lourdement les effets de la crise climatique sur le territoire québécois.

NOUVELLE MESURE 2023

89 %

croient que plus nous tardons à agir contre les changements climatiques, plus les conséquences seront importantes



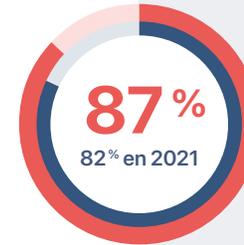
« Il y a urgence d'agir au Québec contre les changements climatiques. »



« Pour limiter le réchauffement de la planète, il faut réduire immédiatement et drastiquement les émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs. »



« Pour limiter le réchauffement de la planète, il faut abandonner tous les nouveaux projets d'exploitation d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel). »



« Il faut prendre des mesures pour protéger les Québécois.es les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques. »

1. Agence internationale de l'énergie (AIE) (2023). *Net Zero Roadmap : A Global Pathway to Keep the 1.5 °C Goal in Reach*. Paris. <https://www.iea.org/reports/net-zero-roadmap-a-global-pathway-to-keep-the-15-0c-goal-in-reach>
2. Voir la section « Niveau de perception d'une menace climatique à court terme ».

Les Québécoises et les Québécois déclarent être préoccupés par la crise climatique, mais la population endosse paradoxalement de plus en plus de croyances susceptibles de nuire à l'adoption de mesures de lutte au réchauffement climatique. Par exemple, près d'une personne sur deux (44 %) adhère à une vision techno-optimiste de la lutte climatique, estimant que ce sont les technologies qui régleront le problème. Certes, le GIEC reconnaît l'utilité des solutions technologiques, mais rappelle également l'importance d'adopter transformations radicales de nos modes de vie (comportements sobres en carbone, réaménagement des villes, etc.). Ainsi, le techno-optimisme peut contribuer à ralentir de telles transformations.

De plus, le climato-scepticisme a progressé au Québec dans les dernières années. Par exemple, en 2023, 17 % de la population considèrent que les changements climatiques sont un phénomène naturel et 14 % estiment que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement. Ces proportions étaient respectivement de 8 % et de 5 % en 2019, à partir d'une échelle de mesure légèrement différente. Ces tendances sont similaires à celles observées ailleurs dans le monde<sup>1</sup>.

Notons que les hommes sont plus enclins que les femmes à endosser des croyances climato-sceptiques ou à reporter la responsabilité à d'autres pays (30 % des hommes sont en accord, contre 12 % des femmes).

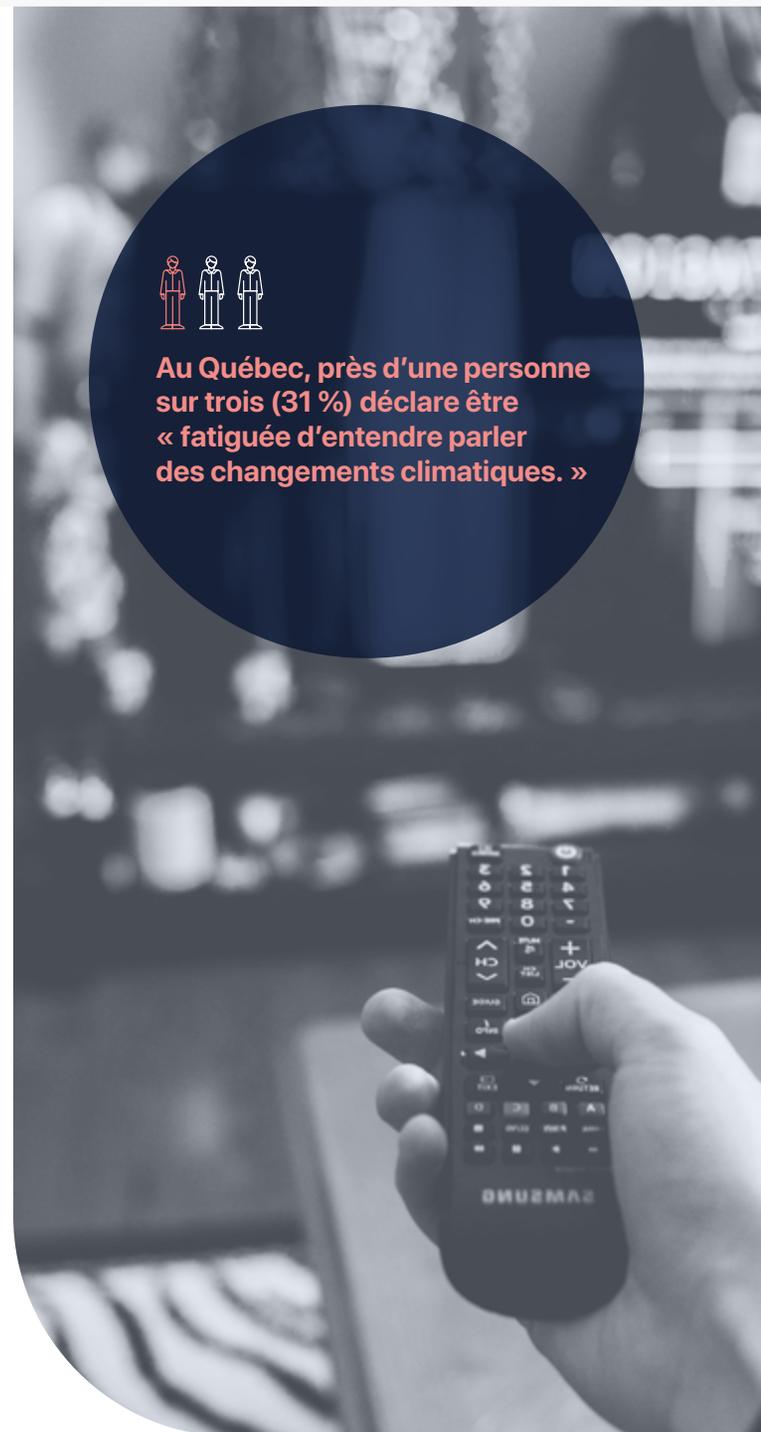
Parmi les Québécoises et les Québécois qui croient que les changements climatiques sont un phénomène naturel, 76 % déclarent être fatigués d'entendre parler des changements climatiques. De plus, le tiers d'entre eux considèrent que le gouvernement fédéral et que le gouvernement du Québec en font trop dans la lutte climatique (contre 4 % parmi ceux qui ne croient pas qu'il s'agisse d'un phénomène naturel).

---

1. EDF – IPSOS (2022). Obs' COP 2022. Observatoire international Climat et Opinions publiques. <https://www.edf.fr/groupe-edf/observatoire-international-climat-et-opinions-publiques/documentation> (Étude réalisée auprès de 24 001 personnes réparties sur les cinq continents).



**Au Québec, près d'une personne sur trois (31 %) déclare être « fatiguée d'entendre parler des changements climatiques. »**





« Ce sont les solutions technologiques qui permettront de régler le problème des changements climatiques. »



« Il est trop complexe d'agir contre les changements climatiques. »



« Les mesures nécessaires pour agir contre les changements climatiques nuisent à mes libertés individuelles. »



« Il est trop tard pour lutter contre les changements climatiques. »



« Il est inutile d'agir au Québec, car ce sont d'autres grands pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre. »



« Les changements climatiques ne concernent pas ma génération. »



« Les changements climatiques sont un phénomène naturel pour lequel l'être humain n'a pas besoin d'intervenir. »



« Les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement. »

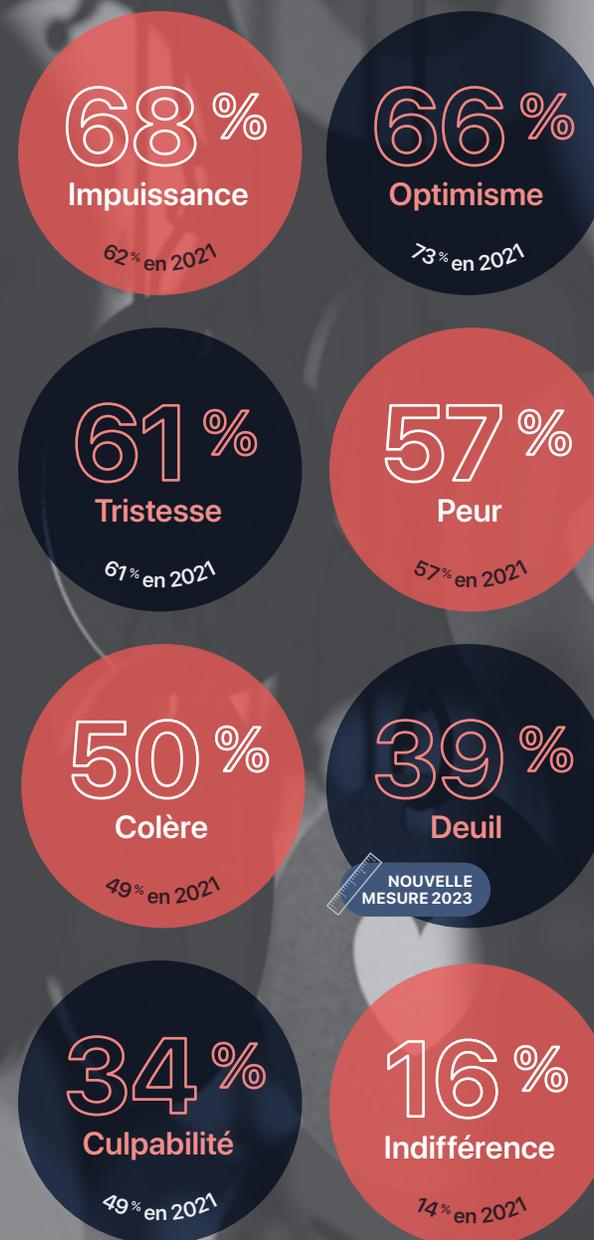
## Écoémotions et crise climatique

Depuis 2021, des changements importants sont observés dans les émotions et les sentiments que vivent les Québécoises et les Québécois à l'égard de la crise climatique. Une part de plus en plus importante de la population déclare ressentir de l'impuissance (68 %), une augmentation de 6 points de pourcentage depuis 2021. La tristesse (61 %), la peur (57 %) et la colère (50 %) sont également des émotions très présentes. Inversement, l'optimisme connaît une baisse progressive, passant de 73 % en 2021 à 66 % en 2023 (-7 points).

Une étude a observé que, dans les deux années suivant le début de la pandémie de Covid-19 (mars 2020 à février 2022), la couverture de la crise climatique dans la presse écrite québécoise a diminué de moitié par rapport aux deux années précédentes. Parallèlement, la proportion des articles employant un ton pessimiste a doublé au cours de cette période<sup>1</sup>. Autrement dit, les Québécoises et les Québécois ont été exposés à une couverture médiatique réduite et plus négative de la crise climatique, ce qui a pu contribuer à une diminution de l'optimisme à l'égard des enjeux climatiques au sein de la population. En effet, l'opinion publique sur ces sujets se forme largement à partir de la couverture que les médias en font<sup>2</sup>.

**Les jeunes (18 à 34 ans), les femmes et les personnes détenant un niveau de scolarité universitaire vivent davantage d'émotions négatives à l'égard de la crise climatique.**

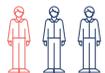
1. Boivin, M., Gousse-Lessard, A.-S. et Champagne St-Arnaud, V. (en préparation). *Climate change in the media : how COVID-19 has impacted media coverage.*
2. Carmichael, J. T. et Brulle, R. J. (2016). Elite cues, media coverage, and public concern : an integrated path analysis of public opinion on climate change, 2001–2013. *Environmental Politics*, 26(2), 232-252.



# Écoanxiété

Au cours de la dernière année, 54 % des Québécoises et des Québécois estiment avoir ressenti de l'écoanxiété, soit une forme d'inconfort psychologique et parfois physique ressenti en pensant à la menace des changements climatiques et de la crise écologique (contre 47 % en 2022). Comparativement à 2022, plus de Québécoises et de Québécois ont déclaré avoir vécu souvent ou presque toujours de la nervosité, de l'inquiétude ou de l'anxiété (+6 points), de la peur (+6 points) et de l'inquiétude à propos du futur de l'humanité (+8 points) au cours de la dernière année. De manière générale, les femmes, les personnes âgées de 18 à 34 ans et celles détenant un niveau de scolarité universitaire sont les plus susceptibles de déclarer avoir vécu des symptômes d'écoanxiété.

La crise climatique a des effets importants sur la santé psychologique de la population. Par exemple, on observe que 15 % des 18 à 34 ans rapportent avoir souvent ou presque toujours eu du mal à apprécier des situations sociales avec leur famille ou leur amis en raison des changements climatiques au cours de la dernière année (+7 points par rapport à 2022). Or, le fait de vivre des interactions sociales positives est un facteur de protection important contre plusieurs problèmes de santé mentale<sup>1</sup>. Les résultats observés mettent donc en lumière un enjeu de santé publique important, parmi plusieurs liés à l'écoanxiété.

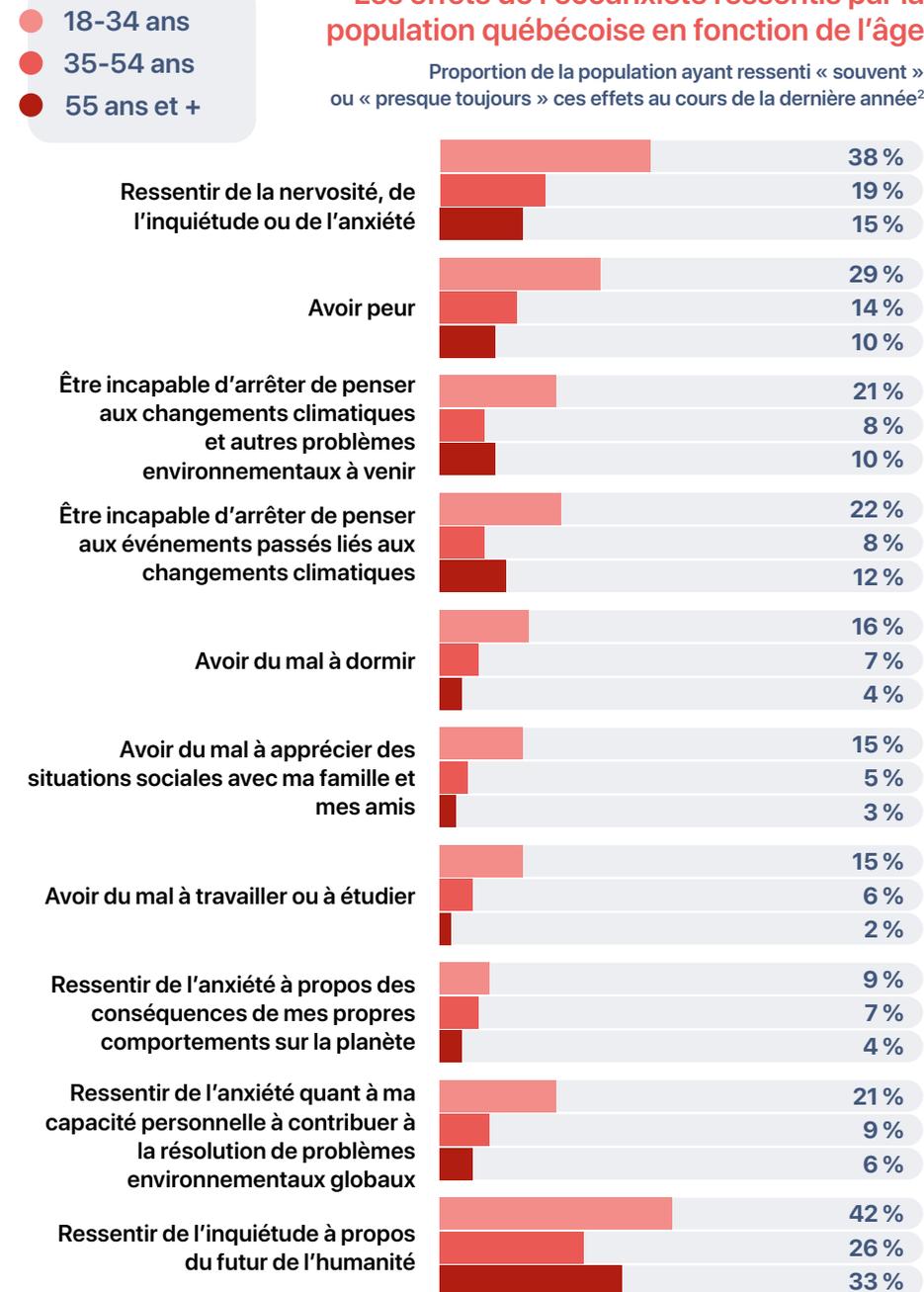


**Le tiers de la population québécoise affirme avoir ressenti souvent ou presque toujours de l'inquiétude à propos du futur de l'humanité au cours de la dernière année.**

1. Organisation mondiale de la santé (OMS) (2022). Rapport mondial sur la santé mentale : transformer la santé mentale pour tous. Vue d'ensemble. Genève. <https://www.who.int/fr/publications-detail/9789240050860>
2. Échelle de mesure de l'écoanxiété inspirée de Hogg, Stanley, O'Brien, Wilson & Watsford, 2021, adaptée en français et validée par l'équipe du Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'écoanxiété et l'engagement citoyen (GIREEC). L'échelle s'appuie sur dix effets de l'écoanxiété et évalue la fréquence à laquelle ils ont été ressentis dans la dernière année en pensant aux changements climatiques et aux autres problèmes environnementaux (ex. : ressentir de l'inquiétude ou de l'anxiété à propos du futur de l'humanité, avoir du mal à travailler ou à étudier, avoir du mal à dormir, etc.).

## Les effets de l'écoanxiété ressentis par la population québécoise en fonction de l'âge

Proportion de la population ayant ressenti « souvent » ou « presque toujours » ces effets au cours de la dernière année<sup>2</sup>



## Niveau de perception d'une menace climatique à court terme

Même si de plus en plus de Québécoises et de Québécois affirment avoir vécu au moins une perturbation liée aux changements climatiques au cours des dernières années (+14 points depuis 2021), la proportion de gens qui considèrent la crise climatique comme une menace élevée à court terme pour eux-mêmes, pour leur famille et pour leur municipalité ou leur localité demeure relativement faible et stable (entre 20 % et 30 %). Ces résultats mettent en lumière une certaine « distance psychologique », une perception selon laquelle les effets des changements climatiques se produiront loin de chez soi ou dans un futur incertain. Cette faible perception d'une menace à court terme peut également s'expliquer par un biais d'optimisme, soit la tendance qu'ont certaines personnes à croire qu'elles, leur famille ou leur communauté sont moins à risque de vivre des événements négatifs que les autres personnes, familles ou communautés.

Cette perception pourrait nuire aux efforts qui doivent être engagés dès maintenant pour s'adapter aux effets actuels et à venir de la crise climatique, comme l'augmentation du nombre et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes.

Cependant, la population perçoit plus en plus les changements climatiques comme une menace à court terme pour le Québec, pour le Canada et pour le monde. Ainsi, à défaut de se sentir personnellement menacés, les Québécoises et les Québécois sont inquiets pour ce qui les entoure. On observe également que plus un individu perçoit la crise climatique comme une menace urgente, plus il est favorable à protéger les personnes les plus vulnérables aux effets de la crise.

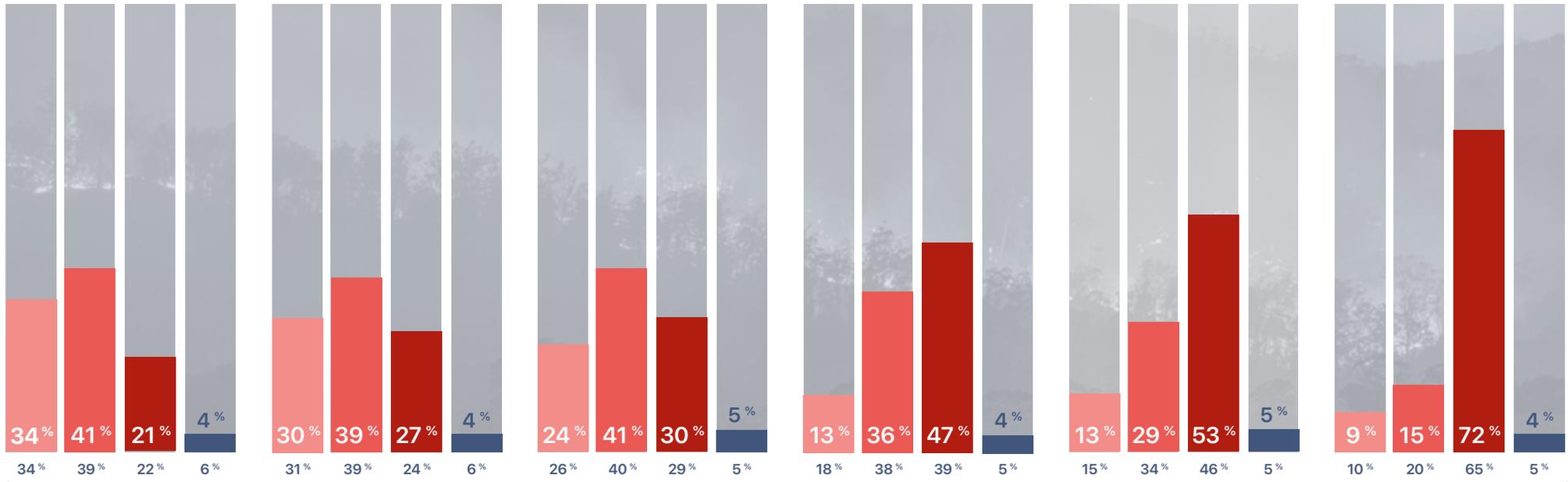


47 %

de la population croient que les changements climatiques représentent une menace élevée ou très élevée à court terme pour le Québec, une augmentation de 8 % par rapport à 2021.

Quel niveau de menace à court terme pensez-vous que les changements climatiques représentent pour chacun des éléments suivants ?

- Très faible à faible
- Moyen
- Élevé à très élevé
- Ne sais pas / préfère ne pas répondre



En 2021

Pour vous personnellement

Pour votre famille

Pour votre localité / municipalité

Pour le Québec

Pour le Canada

Pour le monde

## Perturbations vécues en lien avec les changements climatiques

En 2023, 70 % des Québécoises et des Québécois rapportent avoir subi des effets néfastes liés à la crise climatique au cours des dernières années. Il s'agit d'une tendance à la hausse, puisque ces proportions étaient respectivement de 56 % et de 63 % en 2021 et 2022. Cette hausse peut s'expliquer notamment par les événements météorologiques extrêmes vécus par plusieurs Québécoises et Québécois en 2023, tels que la tempête de verglas du mois d'avril privant des milliers de personnes d'électricité pendant plusieurs jours et les feux de forêts en activité dans le nord-ouest de la province pendant la saison estivale.

L'augmentation des perturbations vécues par les Québécoises et les Québécois est susceptible d'alimenter différents scénarios liés à l'action climatique.

D'un côté, les expériences directes contribuent à réduire la distance psychologique en faisant apparaître les effets comme plus locaux et plus proches dans le temps, par opposition à une menace abstraite dans un avenir lointain<sup>1</sup>. Ceci peut favoriser une plus grande préoccupation pour les questions environnementales et même augmenter l'appui à des candidates et des candidats qui soutiennent des politiques climatiques fortes<sup>2</sup>.

Toutefois, certains scientifiques rappellent que la crise climatique sera susceptible d'exacerber plusieurs inégalités socioéconomiques déjà prévalentes, d'augmenter les flux migratoires et d'hausser les risques de conflits sociaux. Ces effets pourraient, paradoxalement, contribuer à diminuer le soutien populaire à des politiques publiques favorables à l'adaptation et à la lutte contre les changements climatiques<sup>3</sup>. Le Québec n'étant pas à l'abri de ces différents enjeux, il sera important de surveiller ces risques dans les prochaines années.

**De manière générale, les femmes rapportent davantage de perturbations en lien avec les événements météorologiques extrêmes et les problèmes de santé alors que les hommes rapportent davantage de pertes financières et de dommages aux infrastructures ou à l'environnement.**



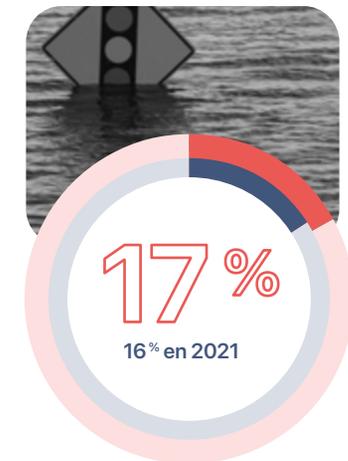
Événements météorologiques extrêmes



Problèmes de santé



Pertes financières



Dommages aux structures immobilières ou à l'environnement bâti

1. McDonald, R. I., Chai, H. Y. & Newell, B. R. (2015). Personal experience and the "psychological distance" of climate change: an integrative review. *Journal of Environmental Psychology*, 44, 109–118.  
 2. Hoffmann, R., Muttarak, R., Peisker, J. et Stanig, P. (2022). Climate change experiences raise environmental concerns and promote Green voting. *Nature Climate Change*, 12, 148–155.  
 3. Millward-Hopkins, J. (2022). Why the impacts of climate change may make us less likely to reduce emissions. *Global Sustainability*, 5, e21.



# Connaissances liées à l'action climatique

---

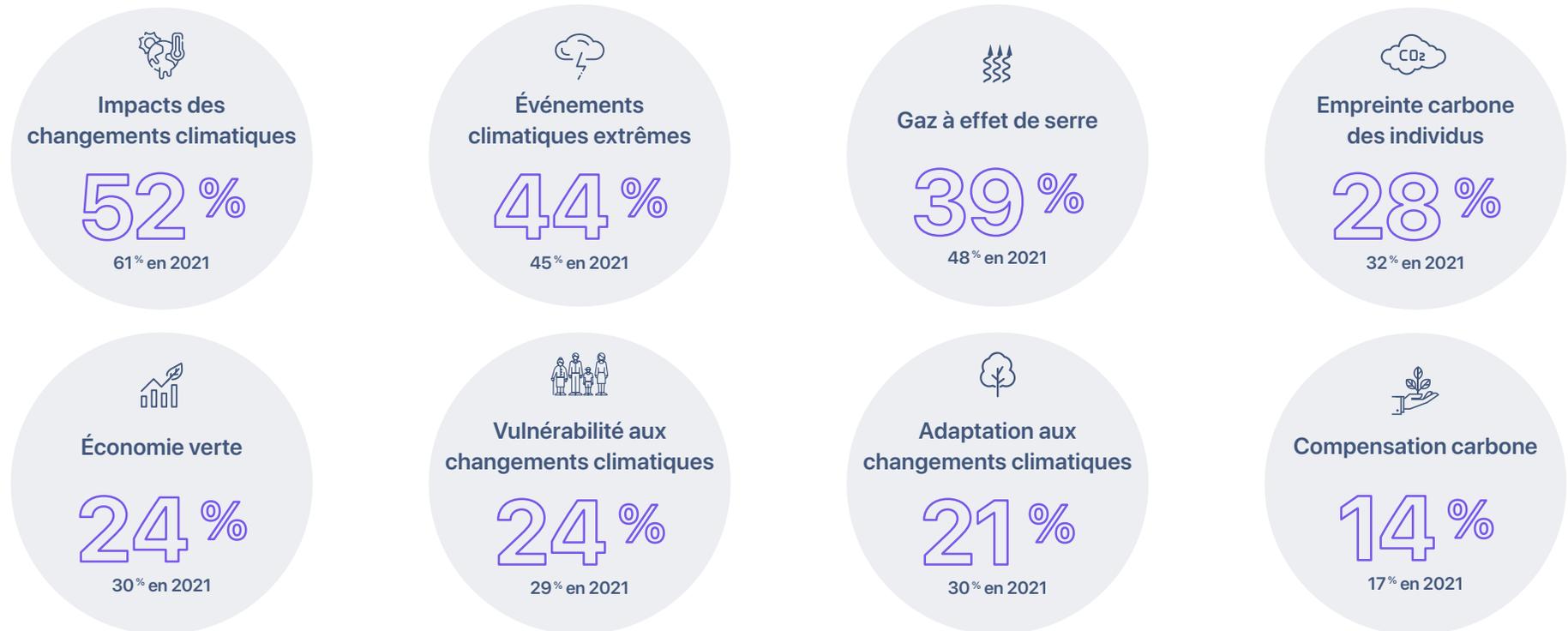
# Compréhension perçue de quelques concepts liés à l'action climatique

En 2023, les Québécoises et Québécois sont moins nombreux qu'en 2021 à affirmer qu'ils pourraient facilement expliquer à autrui divers concepts liés à l'action climatique. Par exemple, seule une personne sur deux s'estime capable d'expliquer ce que sont les « impacts des changements climatiques » (-9 points). Cette proportion chute à moins d'une personne sur quatre lorsqu'il s'agit de concepts tels que « économie verte », « vulnérabilité aux changements climatiques », « adaptation aux changements climatiques » et « compensation carbone ». Ce constat rend compte d'une faible littératie climatique de la population québécoise, et ce, bien que les concepts évalués soient de plus en plus présents dans l'espace médiatique.

Les hommes et les individus qui possèdent une scolarité universitaire se considèrent plus compétents pour expliquer l'ensemble des concepts évalués.



Parmi les concepts suivants, lequel ou lesquels seriez-vous en mesure d'expliquer facilement à une autre personne ?





**L'action climatique**  
sous l'angle individuel

---

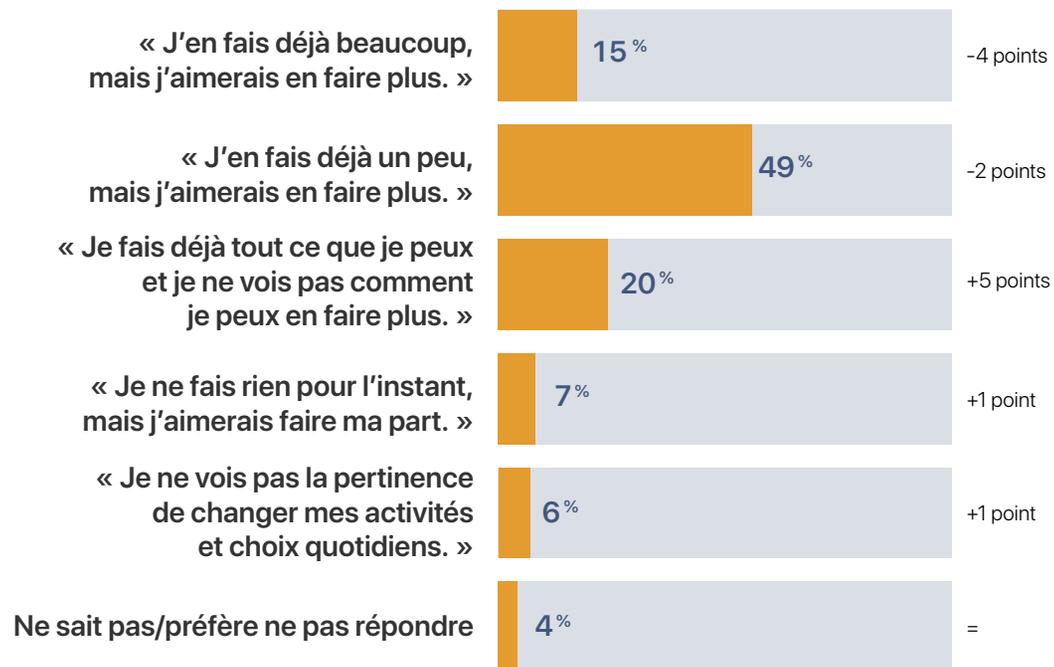
## Estimation du niveau d'engagement climatique

Bien que le niveau d'engagement de la population québécoise en matière d'action climatique demeure élevé depuis cinq ans, c'est en 2020 qu'il a atteint son sommet, alors que 90 % affirmaient agir pour le climat. C'est également en 2020 que les Québécois et Québécoises déclaraient en plus forte proportion vouloir poser davantage de gestes individuels pour lutter contre les changements climatiques (78 %). En revanche, cette proportion chutait à son plus bas en 2022 (66 %), en plein cœur d'une septième vague de Covid-19. Des recherches suggèrent que le cumul des crises pandémiques et climatiques a pu contribuer à générer une forme d'épuisement psychologique, affaiblissant ainsi la volonté de certaines personnes à adopter des comportements favorables au climat (ces gestes étant encore perçus comme des sacrifices)<sup>1</sup>.

En 2023, ce sont 71 % des Québécoises et des Québécois qui sont prêts à en faire davantage pour le climat. Autrement dit, malgré les variations observées au cours des cinq dernières années, la majorité de la population demeure déterminée à agir pour le climat dans son quotidien.

### Comment décrivez-vous votre participation actuelle à la lutte contre les changements climatiques au quotidien?

Différence par rapport à 2019



84 %

affirment poser des gestes pour le climat.

86 % en 2019

71 %

aimeraient en faire plus.

76 % en 2019

1. Boivin, M., Champagne St-Arnaud, V., Briand, A.-S., Généreux, M., Lachapelle, E., Landaverde, E., Pillod, A. et Scheed, H. (2023). Communiquer sur l'adaptation aux changements climatiques dans un contexte pandémique au Québec. Rapport final présenté à Ouranos et au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Montréal, Canada

## Sentiment d'efficacité personnelle

Depuis cinq ans, le nombre d'individus affirmant savoir quoi faire pour réduire leur empreinte climatique est demeuré relativement stable (entre 75 % et 80 % de la population québécoise). Cette proportion est de 78 % en 2023.

La connaissance des gestes à poser nourrit le sentiment d'efficacité personnelle, ce qui favorise le passage à l'action climatique. Ce sentiment d'efficacité est encore plus fort lorsque les gestes sont perçus comme étant faciles à faire. À cet égard, on note une baisse importante depuis 2021 (-10 points), puisqu'en 2023, c'est un peu plus de la majorité de la population (58 %) qui considère facile de réduire personnellement son impact sur le climat.

Ce qui motive également les gens à agir, c'est l'impression de contribuer concrètement à la lutte climatique, surtout lorsqu'ils perçoivent que leurs gestes s'additionnent à ceux des autres Québécoises et Québécois. Sur ce plan, la majorité de la population (72 %) est confiante d'exercer une influence réelle, mais cette conviction est également à la baisse depuis 2 ans (-9 points). La population croit également que ses actions d'implication citoyenne sont réellement utiles, (56 %, +13 points par rapport à 2021).

En bref, bien que le niveau d'engagement climatique de la population demeure élevé en 2023, il est légitime de se questionner sur son essoufflement et d'invoquer les limites de la responsabilisation individuelle. À force d'avoir l'impression que la charge de la réduction de l'empreinte climatique repose sur les ménages québécois, certains individus peuvent être tentés de diminuer l'intensité de leurs efforts et de braquer plutôt les projecteurs sur d'autres acteurs importants.



« Il est facile de réduire personnellement mon empreinte sur le climat. »



« Par mes actions dans ma vie personnelle, j'ai une influence concrète dans la lutte contre les changements climatiques. »



« Par mes actions d'implication citoyenne, j'ai une influence concrète dans la lutte contre les changements climatiques. »



« Je sais quoi faire pour réduire personnellement mon impact sur le climat. »

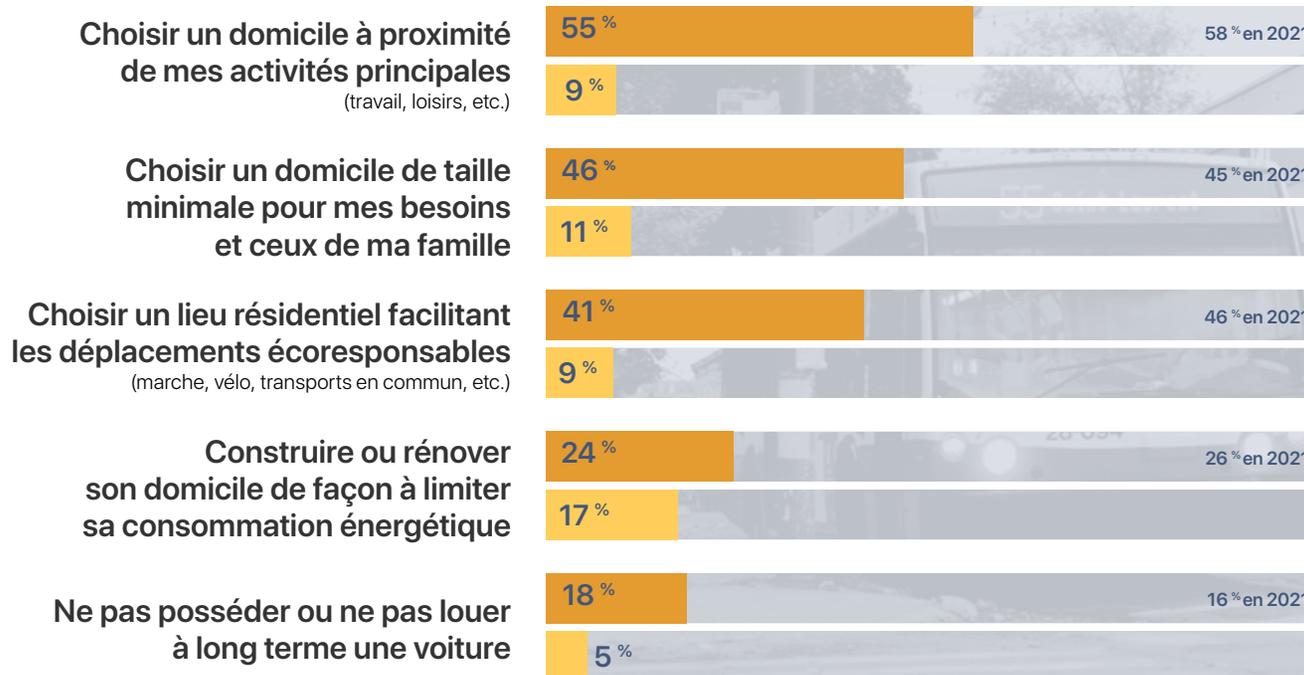
## Grandes décisions dans la vie personnelle

Plusieurs grandes décisions dans la vie d'un individu ont un effet important sur son empreinte climatique. Les décisions liées à la résidence (son emplacement géographique, sa taille, sa conception, etc.) ainsi que celles relatives aux modes de déplacement sont particulièrement importantes.

Depuis 2021, la proportion d'individus déclarant avoir choisi un domicile près de leurs activités principales et/ou de taille minimale pour leurs besoins et ceux de leur famille est constante (soit environ une personne sur deux). Pour leur part, les décisions qui concernent la mobilité durable (marche, vélo, transports en commun, etc.) ne sont actuellement pas favorables au climat. D'abord, moins de la majorité (41 %) des Québécoises et des Québécois affirment avoir choisi un domicile qui facilite les déplacements écoresponsables, une baisse de 5 points par rapport à 2021. En outre, la voiture personnelle domine au premier rang des modes de déplacements quotidiens (71 %), bien devant les transports collectifs (13 %) et les transports actifs (9 %)<sup>1</sup>.

Bien que l'utilisation de la voiture demeure une source importante d'émissions de GES, 31 % de la population souhaitent conserver leur voiture et 42 % estiment qu'il est impossible de s'en départir dans leur contexte. Notons également que 60 % de la population affirment utiliser leur voiture « tous les jours, ou presque » ou « plusieurs fois par semaine », ce qui traduit une forte dépendance à la voiture.

1. La comparaison avec l'année 2022 n'a pu être effectuée en raison d'une légère modification de l'échelle de mesure.

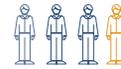


- Déjà réalisé
- Intention de le faire d'ici un an

Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».

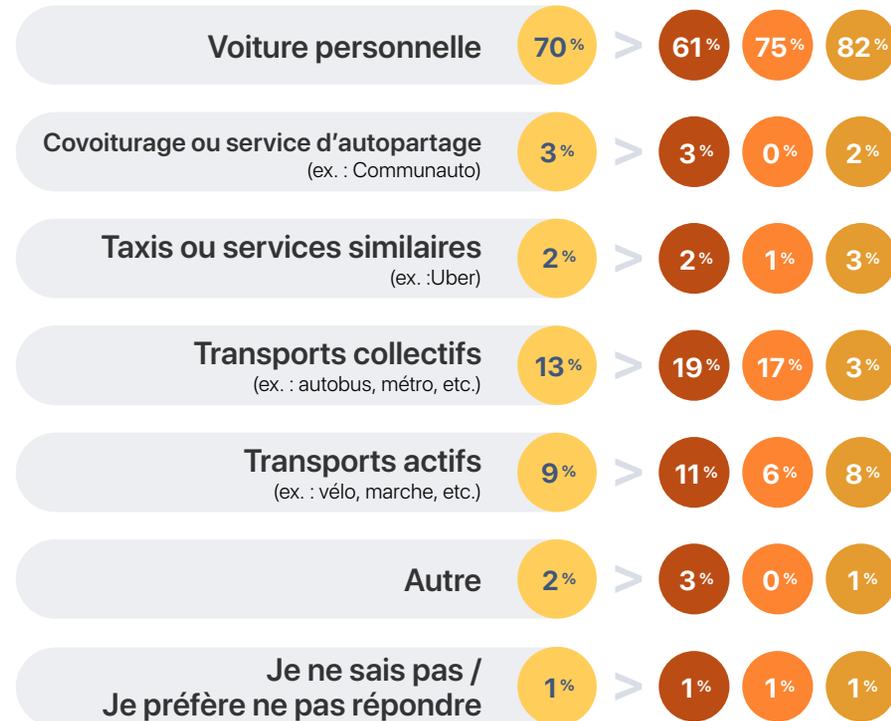
Les personnes qui résident dans les grands centres urbains, particulièrement dans la région métropolitaine de Montréal, sont celles qui déclarent avoir le plus recours à des modes de transports alternatifs à la voiture personnelle. Dans cette région, notamment caractérisée par une plus grande offre de mobilité durable, une personne sur trois utilise principalement le covoiturage, l'autopartage, les transports collectifs ou les transports actifs. Dans le reste du Québec, entre 17 % et 25 % de la population (selon les régions) priorisent ces mêmes modes de déplacements. La plus faible disponibilité de l'offre explique probablement une grande partie de ces observations.

Les personnes de 34 ans et moins, ainsi que celles ayant un revenu annuel inférieur à 40 000 \$ demeurent celles qui ont le plus recours aux transports collectifs et actifs. Elles sont aussi plus nombreuses à ne pas posséder de voiture.

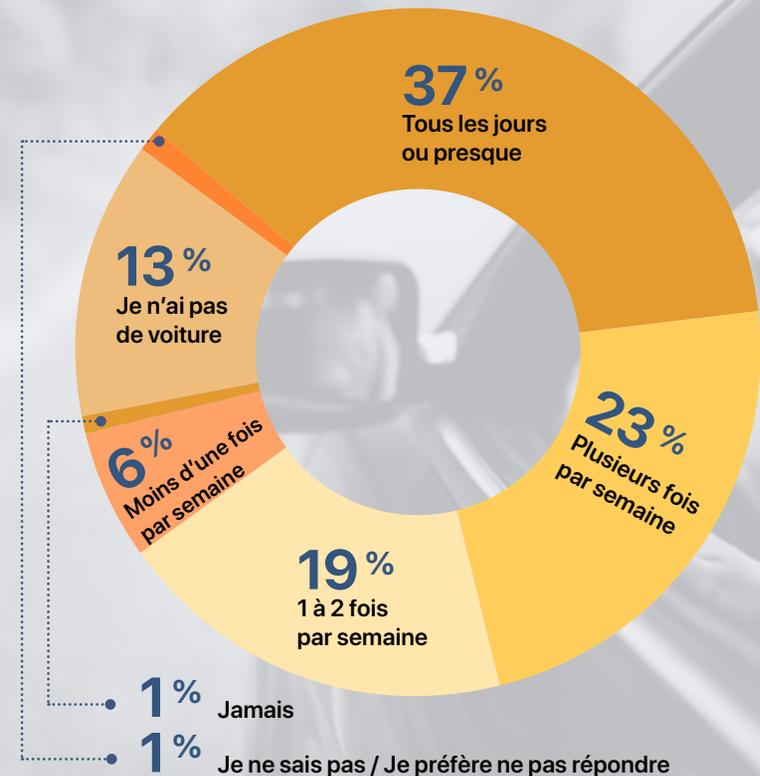


Trois personnes sur quatre de la région de Québec utilisent principalement leur voiture personnelle pour leurs déplacements quotidiens.

### Quel moyen de transport principal utilisez-vous lors de vos déplacements quotidiens?



### En moyenne, à quelle fréquence utilisez-vous votre voiture?



## Actions ponctuelles dans la vie personnelle

Plusieurs gestes ont gagné des adeptes depuis leur première évaluation en 2019. La réduction des déplacements en avion est le geste associé au gain le plus important : seulement 29 % des Québécoises et des Québécois déclaraient diminuer ce type de déplacement en 2019, alors qu'ils sont 63 % à le faire cinq ans plus tard (+34 points). La pandémie de Covid-19 – qui a bouleversé les habitudes des voyageuses et des voyageurs – explique en partie cette différence.

D'autres gestes ont également fait des bonds importants : diminuer la consommation d'énergie à la maison (75 %, +11 points), minimiser le gaspillage alimentaire (84 %, +9 points), composter (56 %, +8 points), privilégier les produits locaux (62 %, +7 points), recycler (94 %, +5 points) et privilégier des produits réutilisables plutôt que jetables (74 %, +4 points). Autrement dit, pour la majorité des Québécoises et des Québécois, plusieurs gestes d'action climatique font désormais partie intégrante de leur quotidien.

Toutefois, une forme de stagnation est observée depuis 2 ans à l'égard de l'ensemble des gestes mesurés. L'achat local est même à la baisse ce qui pourrait s'expliquer par une plus grande sensibilité au prix des produits locaux dans le contexte d'inflation actuel<sup>1</sup>.

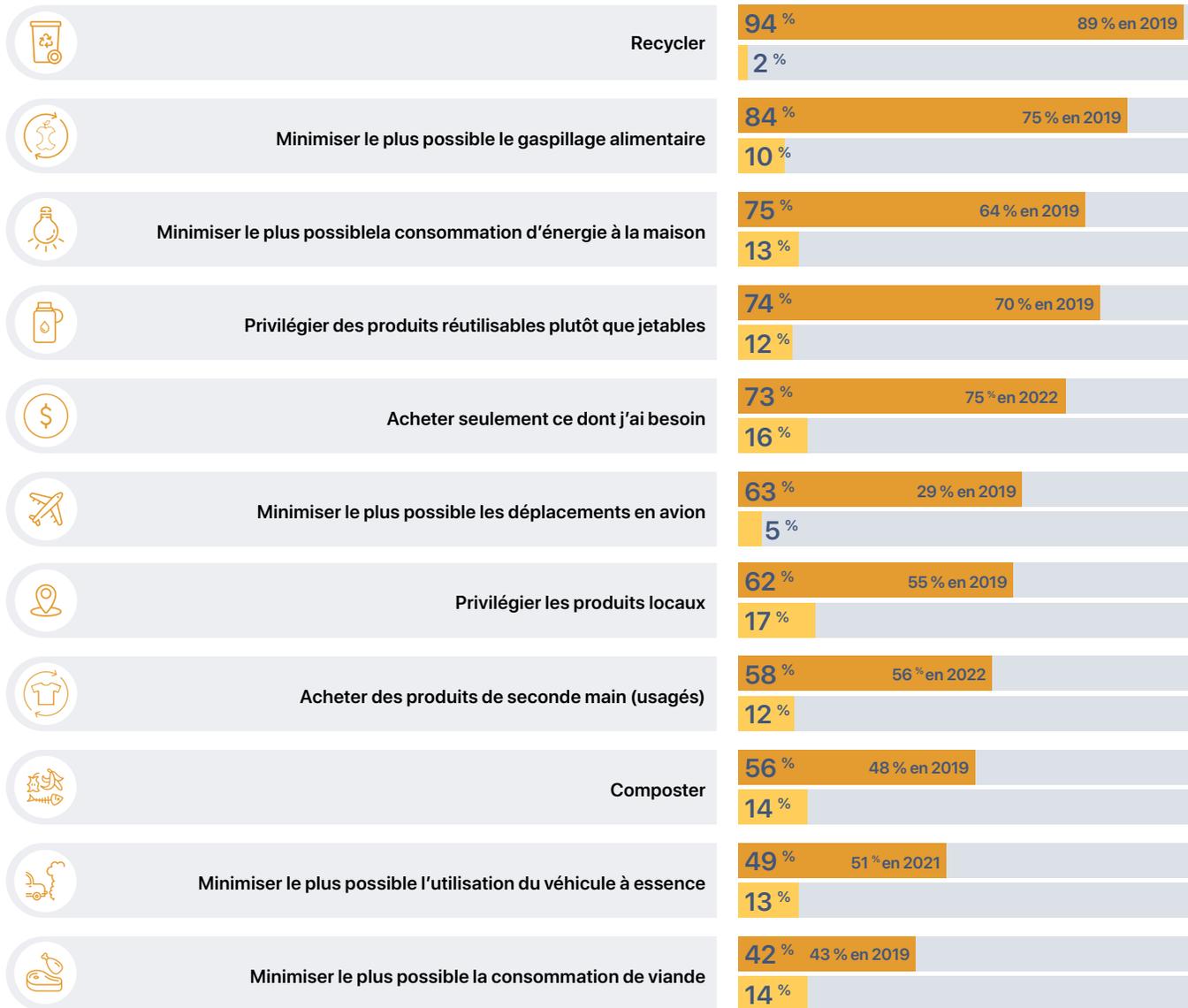
De plus, des comportements très efficaces pour réduire l'empreinte climatique des Québécoises et des Québécois tardent à être adoptés. Par exemple, la proportion de personnes qui affirment réduire leur consommation de viande est demeurée pratiquement inchangée au cours des cinq dernières années (43 % en 2019 contre 42 % en 2023). Également, seulement une personne sur deux déclare minimiser l'utilisation de la voiture de la voiture à essence. Cette observation est stable depuis 2021<sup>2</sup>.

44 %

des hommes n'ont aucune intention de minimiser leur consommation de viande, comparativement à 31 % des femmes.



1. Durif, F., Boivin, C. (2023). Baromètre de la Consommation responsable. Édition spéciale 2023 Coût de la vie. Observatoire de la consommation responsable. ESG UQAM.
2. Il n'est pas possible de comparer les données de 2023 et celles de 2019 relatives à l'utilisation de la voiture à essence, l'énoncé de mesure n'étant pas tout à fait identique.



Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».

- **Déjà réalisé**
- **Intention de le faire d'ici un an**

## Actions d'implication citoyenne

Outre les grands choix de vie et les actions ponctuelles dans la vie personnelle, l'implication citoyenne climatique est également primordiale. Cette implication passe notamment par des discussions avec l'entourage sur les changements climatiques et leurs solutions, par le vote en faveur d'une candidate ou d'un candidat priorisant l'environnement, ainsi que par l'implication bénévole dans un projet d'action climatique (ex. : jardin collectif).

La majorité de la population (56 %, +13 points depuis 2021) estime qu'elle exerce une influence concrète dans la lutte climatique en posant des gestes d'implication citoyenne. Toutefois, les gestes réellement posés demeurent l'apanage d'une minorité seulement, et certains d'entre eux sont même à la baisse depuis 2021. C'est notamment le cas des gestes de nature politique, comme voter pour une candidate ou un candidat ou pour un parti qui s'engage à prioriser la lutte contre les changements climatiques (-6 points)<sup>1</sup>. Ce léger recul concorde avec le constat d'une baisse dans les attentes à l'égard des différents paliers de gouvernement en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques.

1. Rappelons que, depuis l'automne 2021, la population québécoise a eu l'occasion de se prononcer dans le cadre d'élections fédérales (septembre 2021), municipales (novembre 2021) et provinciales (octobre 2022).

Me renseigner sur les enjeux climatiques et leurs solutions



Parler autour de moi des changements climatiques et de ce qu'on peut faire pour agir



Voter pour un.e candidat.e qui s'engage à prioriser la lutte contre les changements climatiques ou dont le parti donne la priorité à cet enjeu



Signer une pétition pour exiger des actions concrètes contre les changements climatiques



Faire un don à une organisation ou un projet d'action climatique



M'impliquer bénévolement dans une organisation ou dans un projet d'action climatique (ex. : ruelle verte)



- Déjà réalisé
- Intention de le faire d'ici un an

Les autres choix de réponses étaient « aucune intention de le faire d'ici 1 an », « impossible dans mon contexte », « je ne sais pas / je préfère ne pas répondre ».



# L'action climatique sous l'angle collectif

---

« La population québécoise soutient l'idée qu'il est nécessaire d'agir collectivement contre les changements climatiques. »

67%

sont en accord  
63% en 2019

« La majorité des Québécoises et des Québécois font leur part, individuellement, pour agir contre les changements climatiques. »

40%

sont en accord  
33% en 2019

« Mes proches (famille et amis) font leur part, individuellement, pour agir contre les changements climatiques. »

68%

sont en accord

NOUVELLE  
MESURE 2023

## Normes sociales liées à l'action climatique

La majorité (67 %) est convaincue qu'il existe un consensus au sein de la population québécoise sur la nécessité d'agir contre les changements climatiques. Cependant, seule une minorité (40 %) considère que les Québécoises et les Québécois posent des gestes concrets à l'échelle individuelle. Autrement dit, la population perçoit un important écart entre les paroles et les actes des citoyennes et des citoyens, et cet écart a peu varié depuis 2019 (-3 points). Or, cette faible pression sociale pourrait décourager l'action individuelle.

Toutefois, 68 % des individus considèrent faire partie d'un groupe social (familles, amis) actif sur le plan climatique. Cette proportion est plus forte au sein du groupe des 55 ans et plus (72 %), comparativement à celui des 18 à 34 ans (63 %). Savoir que des gestes pour le climat sont posés et encouragés par les gens de son entourage immédiat est un motivateur important de l'action climatique<sup>1</sup>.

1. Van Valkengoed, N. & Steg, L. (2019). Meta-analyses of factors motivating climate change adaptation behaviour, *Nature Climate Change*, 9 (2), 158-163.

## Sentiment d'efficacité collective

Plus de trois personnes sur quatre (77 %) estiment que le Québec a la capacité d'agir contre les changements climatiques, et cette perception a peu varié au cours des cinq dernières années. Autrement dit, les Québécoises et les Québécois croient qu'en s'unissant, l'ensemble des acteurs (gouvernements, entreprises, individus, etc.) pourraient exercer une influence concrète sur la crise climatique. Toutefois, une proportion beaucoup plus faible (38 %) considèrent que ces acteurs agissent efficacement. Cet écart est susceptible de nourrir de la colère et de la frustration, voire du découragement, auprès de la population québécoise.

Cet écart est particulièrement observable chez les femmes, puisque seulement 33 % d'entre elles considèrent que l'ensemble des acteurs du Québec mettent en place des mesures efficaces pour lutter contre la crise climatique (-10 points comparativement aux hommes).



« Le Québec, à travers tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.), **a la capacité d'agir efficacement** contre les changements climatiques. »



« Le Québec, à travers tous ses acteurs (gouvernement, entreprises, individus, etc.), **agit efficacement** contre les changements climatiques. »

# Perception de la responsabilité en matière d'action climatique

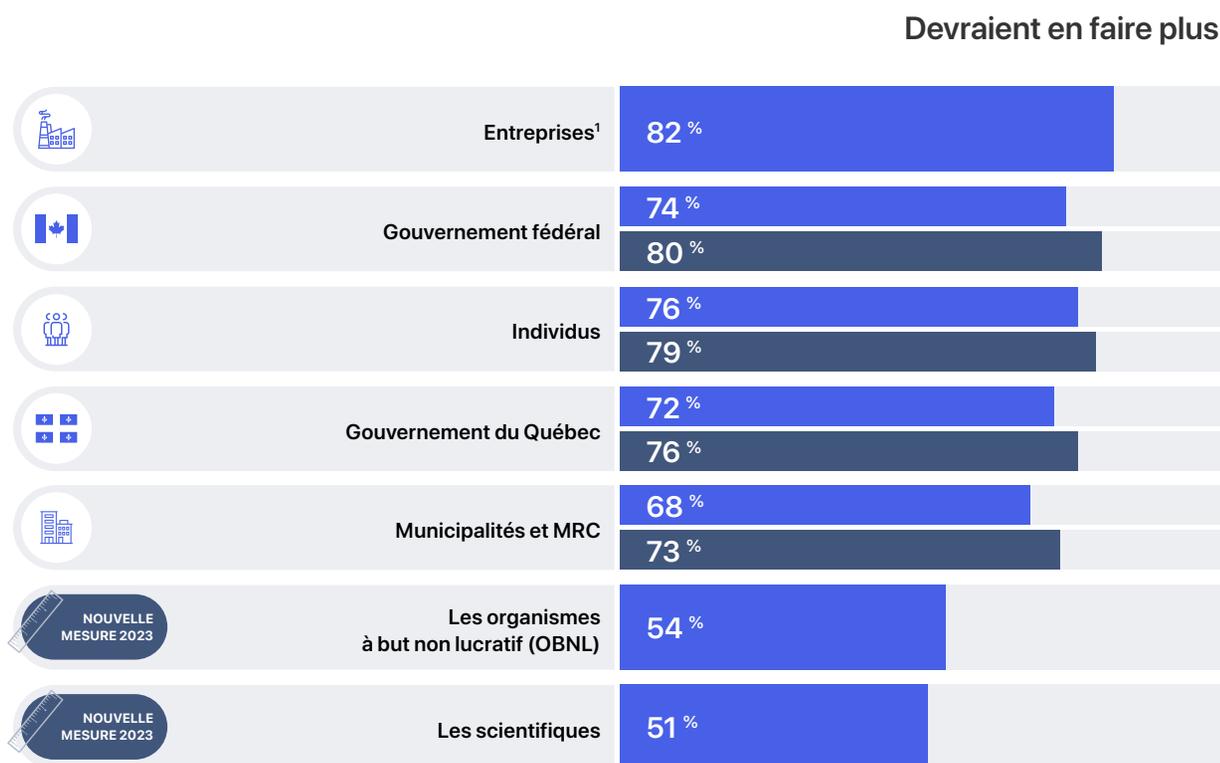
Depuis les cinq dernières années, un constat demeure : une forte majorité des Québécoises et des Québécois croient que les entreprises devraient en faire davantage pour lutter contre les changements climatiques, tout comme les individus, le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, ainsi que les municipalités et les MRC. Cependant, on note une diminution progressive des exigences des Québécoises et des Québécois en matière d'action climatique depuis 2021.

Par exemple, en 2021, 80 % considéraient que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour lutter contre les changements climatiques. Cette proportion est passée à 76 % en 2022 puis à 74 % en 2023.

Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire ainsi que les femmes sont plus particulièrement exigeantes envers les actrices et les acteurs susceptibles de jouer un rôle important dans la lutte climatique.



**Une personne sur deux croit que les scientifiques devraient en faire davantage pour lutter contre les changements climatiques. Une personne sur quatre croit qu'ils en font suffisamment.**



- 2023
- 2021

1. Il n'est pas possible de comparer les données de 2023 avec les années précédentes, l'énoncé de mesure n'étant pas tout à fait identique.

## Attitudes à l'égard des mesures de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci

Plusieurs mesures peuvent être mises en oeuvre à l'échelle collective pour favoriser l'atténuation des émissions de GES et l'adaptation du Québec aux changements climatiques. Pour toutes les mesures soumises à la population en 2021, on observe une légère baisse (-7 points en moyenne) du taux d'adhésion deux ans plus tard.

Malgré tout, la population demeure favorable à ce que différentes mesures soient adoptées dans les secteurs de l'agriculture, de l'urbanisme, de l'éducation relative à l'environnement, de la construction et de la solidarité sociale. Ces résultats suggèrent que les Québécoises et les Québécoises reconnaissent que l'action climatique doit être menée sur plusieurs fronts à la fois.

Les personnes ayant un niveau de scolarité universitaire sont les plus susceptibles d'adhérer à ces mesures.



**Le groupe des 18 à 34 ans est significativement plus favorable (71 %) que celui des 35 à 54 ans (59 %) et que les personnes âgées de 55 ans et plus (68 %) à l'idée de soutenir financièrement la construction ou la rénovation des bâtiments pour qu'ils soient carboneutres.**



Dans quelle mesure êtes-vous favorable à l'idée qu'une partie de vos impôts soit investie dans la mise en place des mesures d'action climatique suivantes au Québec?

Soutenir financièrement le développement ou le maintien d'initiatives agricoles locales et à petite échelle

73%  
82% en 2021

Soutenir financièrement le développement ou le maintien d'initiatives d'urbanisme écologique

(ex. : verdissage des villes, lutte à l'étalement urbain, etc.)

69%  
77% en 2021

Rendre obligatoire un cours sur les enjeux climatiques et environnementaux et l'écocitoyenneté dans les curriculums scolaires du primaire à l'université

68%  
74% en 2021

Soutenir financièrement la construction et/ou la rénovation des bâtiments (résidentiels, commerciaux, publics, etc.) pour qu'ils soient carboneutres

66%  
75% en 2021

Créer un programme d'aide pour soutenir les individus les plus affectés par les changements climatiques

63%  
68% en 2021

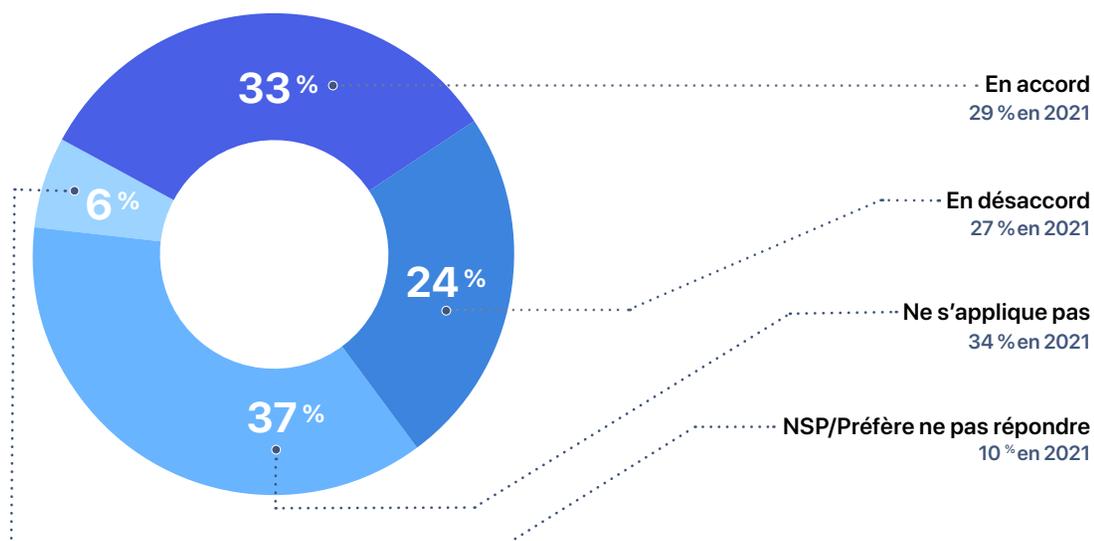
## Perception des entreprises et des organisations engagées dans l'action climatique

Les entreprises ont un rôle important à jouer dans la lutte contre les changements climatiques. Pourtant, seulement 5 % de la population considèrent que les entreprises assument adéquatement leurs responsabilités.

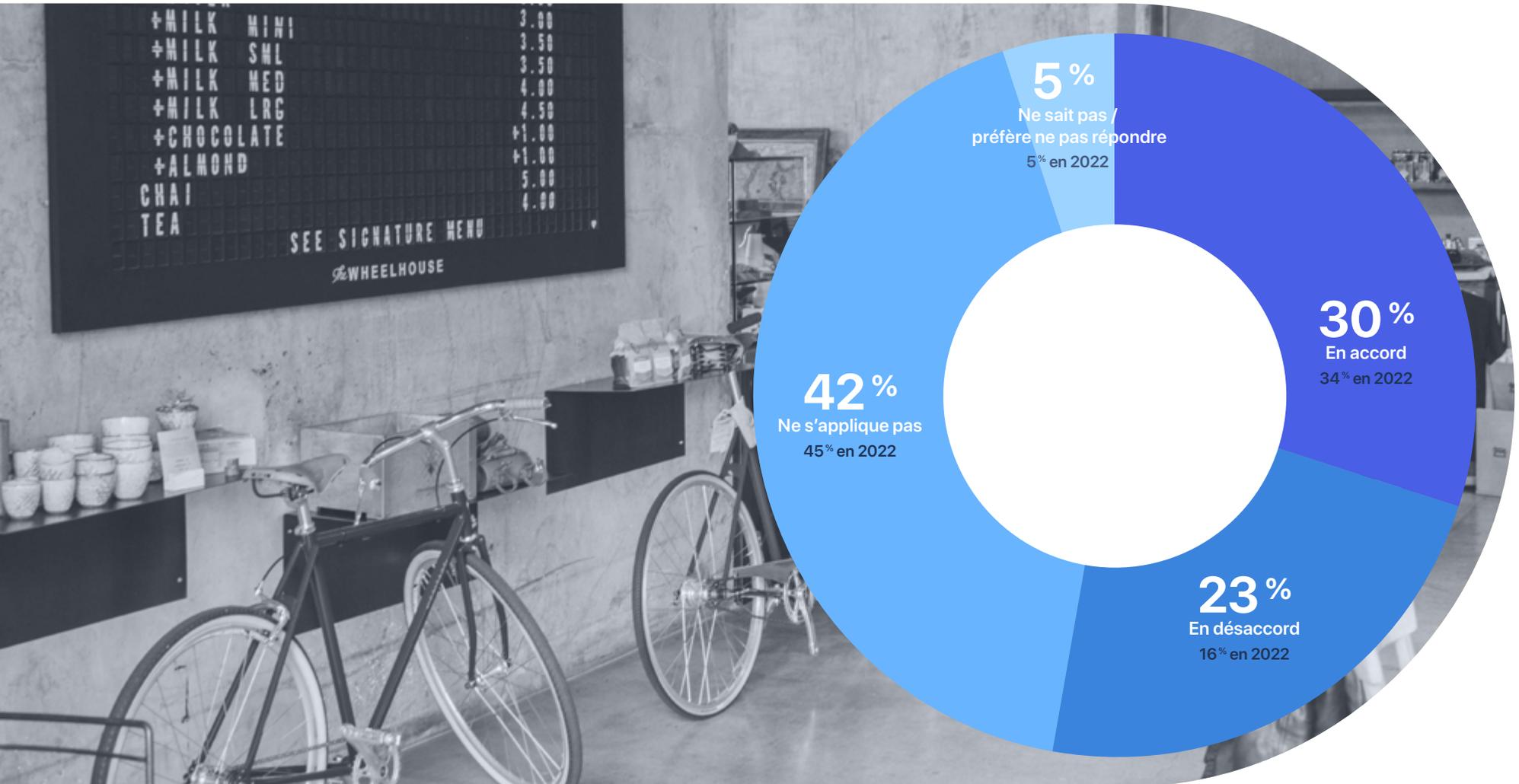
Lorsqu'interrogés spécifiquement sur l'entreprise ou l'organisation pour laquelle ils travaillent, environ le tiers des Québécoises et des Québécois estiment qu'elle fait sa part dans la lutte climatique. Cette proportion est légèrement plus élevée (+4 points) qu'en 2021. Considérant que les exigences liées à la responsabilisation sociale et environnementale (RSE) des entreprises tendent à se resserrer, de plus en plus d'organisations communiquent sur ces enjeux, notamment auprès des personnes qu'elles emploient.

De plus, environ le tiers de la population québécoise affirme s'investir dans son milieu professionnel dans le but de changer les pratiques de son organisation pour qu'elle soit plus écoresponsable (-4 points par rapport à 2021). À nouveau, cette forme d'implication met en lumière les multiples rôles que peut jouer un individu dans la lutte climatique, en multipliant ses actions dans les sphères personnelle, citoyenne et professionnelle de sa vie.

### L'entreprise ou l'organisation pour laquelle je travaille me semble faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques.



Je contribue ou j'ai contribué à changer les pratiques de mon entreprise ou de mon organisation pour qu'elle soit plus écoresponsable.



**DE 2019 À 2023**

# Les mythes de l'action climatique



La première édition du Baromètre de l'action climatique explorait cinq mythes concernant l'action climatique. La majorité de ces mythes ont été déboulinés à partir des constats issus du Baromètre 2019. Un seul s'est avéré : les femmes sont plus sensibles à la crise climatique et plus impliquées. Qu'en est-il de ces mythes cinq ans plus tard?



---

## Mythe #1 : Les changements climatiques sont un problème lointain et intangible, ce qui fait que les gens ne se sentent pas concernés.

2019	Faux
2023	Faux

Certes, un paradoxe est observé au Québec : alors que 70 % des Québécoises et des Québécois affirment avoir subi des effets néfastes liés à la crise climatique au cours des dernières années, seulement une minorité (21 %) se considèrent personnellement menacés à court terme. Ce paradoxe met en lumière une certaine forme de distance psychologique avec la crise climatique. Toutefois, la population est de plus en plus inquiète pour le Québec en général et la grande majorité (89 %) estiment que plus nous tardons à agir, plus les conséquences seront importantes.

---

## Mythe #2 : La génération de jeunes adultes est la plus sensible et la plus impliquée.

2019	Faux
2023	Constat nuancé

Comparativement aux personnes de 55 ans et plus, celles de 18 à 34 ans sont moins nombreuses à minimiser le gaspillage alimentaire, à composter, à privilégier des produits réutilisables plutôt que jetables et à réduire la consommation d'énergie à la maison. C'est également le groupe des 55 ans et plus qui est le plus susceptible d'adopter des grand choix de vie favorables au climat (ex. : choisir un domicile à proximité de ses activités principales). Toutefois, les jeunes adultes sont plus nombreux à s'impliquer bénévolement dans un projet d'action climatique ainsi qu'à voter pour une candidate ou un candidat qui s'engage à agir pour le climat. On observe également que ce groupe ressent davantage d'émotions négatives en lien avec les changements climatiques que le reste de la population, ce qui favorise l'adhésion à des croyances nuisibles à l'action climatique. Par exemple, 18 % des 18 à 34 ans considèrent que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement.

## Mythe #3 : Les gens en région se sentent moins concernés par la question climatique.

2019	Faux
2023	Faux

Près de 86 % des gens habitant hors des régions de Montréal et de Québec perçoivent l'urgence d'agir contre les changements climatiques. Cette proportion est similaire à la moyenne nationale et même au-delà de la moyenne des gens de la région de Québec (76 %). Comparativement à cette même région, ils sont davantage convaincus qu'il faut réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (85 % contre 78 %). À l'instar de la grande majorité de la population québécoise, ils considèrent important de prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques. C'est particulièrement le cas des personnes résidant dans l'ouest de la province.

## Mythe #4 : Les femmes sont plus sensibles à l'enjeu des changements climatiques et aussi plus impliquées.

2019	Vrai
2023	Vrai

Comparativement aux hommes, les femmes sont plus nombreuses à croire qu'il y a urgence d'agir (89 % contre 81 %) et à vouloir en faire davantage pour le climat (75 % contre 66 %). Elles ressentent également plus d'émotions négatives en lien avec les changements climatiques, qu'elles perçoivent comme une menace plus élevée à la fois pour elles-mêmes, pour leur famille et pour le Québec. Elles entretiennent par ailleurs moins de croyances climato-sceptiques que les hommes (ex. : croire que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement). Il est intéressant de noter que les femmes se sentent moins compétentes que les hommes pour expliquer facilement divers concepts climatiques à quelqu'un d'autre (ex. : gaz à effet de serre, empreinte carbone, adaptation aux changements climatiques).

## Mythe #5 : Agir pour le climat paraît compliqué.

2019	Faux
2023	Constat nuancé

Près de trois personnes sur cinq (58 %) considèrent qu'il est facile de réduire personnellement leur empreinte sur le climat. Cette perception était plus élevée (68 %) en 2021. Cette baisse, conjuguée au constat d'un sentiment accru d'impuissance, est un obstacle potentiel à l'intensification des comportements favorables à l'environnement. Toutefois, la majorité de la population demeure convaincue que, par ses actions dans sa vie personnelle (72 %) et ses actions d'implication citoyenne (58 %), elle a une influence concrète dans la lutte contre les changements climatiques. Malgré tout, Québécoises et les Québécois tardent à poser des actions très efficaces pour réduire leur empreinte, notamment en minimisant l'utilisation de la voiture personnelle, dont ils dépendent encore largement.

Rapport réalisé par le Groupe de recherche  
sur la communication marketing climatique

